

Guinée Bissau : Appel à des élections pacifiques, libres et justes

“ **Le réseau WADEMOS appelle à la contribution de toutes les parties prenantes pour assurer la paix et la stabilité de la Guinée-Bissau et résoudre les crises de gouvernance et politiques qui sévissent dans le pays.** ”

Le 4 Juin 2023, la Guinée-Bissau se dirige vers des élections pour élire un nouveau groupe de 102 députés à son Assemblée Populaire Nationale (NPA) pour la législature 2023-2027. Cela fait suite à la dissolution du NPA par le président Embaló en Mai 2022, une décision qu'il a attribuée aux différences persistantes entre le NPA et les autres branches du gouvernement. Plus précisément, le président Embaló a cité le refus du NPA de faire auditer ses comptes et le rejet d'une tentative d'annulation de l'immunité de poursuites de certains députés comme fondement de son action.

L'élection à venir est importante non seulement parce que son succès est crucial pour la réalisation d'un certain degré d'harmonie au sein du gouvernement Bissau-Guinéen, mais aussi pour la stabilité du pays à l'avenir et pour la perspective d'un consensus dans les débats qui s'ensuivront sur les réformes constitutionnelles. Il est donc impératif que toutes les précautions soient prises pour que les élections législatives respectent une indéniable mesure de transparence et surtout d'inclusivité.

À l'approche des élections, les principales préoccupations demeurent, à savoir :

- Suite à la fin du mandat de l'ancien Secrétariat exécutif de la Commission électorale nationale (NEC), un nouveau Secrétariat exécutif n'a pas encore été inauguré, en raison de l'absence de la NPA, qui, selon la Constitution, est l'organe chargé de l'élection du président et des membres du secrétariat exécutif.
- Même si un consensus a été atteint parmi les principaux partis politiques pour faciliter la nomination d'un président par intérim pour le Secrétariat exécutif de la Commission électorale nationale (NEC), l'absence d'un Secrétariat exécutif complet et pleinement inauguré à l'approche des élections législatives pose des questions de légitimité qui peut avoir un impact négatif sur les efforts de résolution en cas de contestation électorale.

- Compte tenu de son contexte troublé, les médias restent vulnérables et sensibles à de nombreuses formes de clientélisme politique qui compromettent son indépendance, menacent son intégrité et aggravent la perspective de désinformation pendant la durée de l'élection.

Le succès des élections dépend en grande partie de la coopération fructueuse entre le gouvernement et l'opposition et reste crucial pour la perspective de stabilité et d'harmonie au-delà des élections. Il est également essentiel qu'il y ait transparence et équité lors de cette élection. Le gouvernement et l'opposition doivent maintenir une communication ouverte entre eux sur les défis émergents au cours de l'élection. Cela renforcera l'esprit de coopération entre le gouvernement et l'opposition et diminuera les perspectives d'une méfiance croissante susceptible d'aggraver un contexte déjà instable. L'expertise et les contributions financières des voisins immédiats du pays et des partenaires au développement à travers le monde doivent être déployées pour s'assurer que les médias Bissau-Guinéens, et en particulier les journalistes, peuvent maintenir la neutralité dans leurs reportages et ne sont pas susceptibles de toute forme d'incitation politique ou de favoritisme.

Le réseau WADEMOS appelle à la contribution de toutes les parties prenantes pour assurer la paix et la stabilité de la Guinée-Bissau et résoudre les crises de gouvernance et politiques qui sévissent dans le pays. L'intervention des partenaires internationaux du pays, tels que la CEDEAO, l'UA, l'ONU, l'UE et la Communauté des pays de langue Portugaise, reste cruciale dans cet effort pour parvenir à un consensus politique, à des élections législatives réussies et à la stabilité à long terme.

Enfin et surtout, il est nécessaire que les Bissau-Guinéens, en tant que parties prenantes ultimes des prochaines élections, maintiennent une conduite pacifique qui engendre la confiance, le bon voisinage et le respect mutuel tout au long des prochaines élections législatives.